

Fin de la Facilitation du processus de paix au Burundi

@rib news, 01/06/2009 - Source BINUB Une réunion de remise et reprise entre la Facilitation du processus de paix au Burundi et la Représentation de l'Union africaine (UA) s'est tenue samedi à Bujumbura dans les locaux de la Commission nationale de démobilisation, de réintégration et de réinsertion (CNDRR) des ex-combattants, a-t-on constaté sur place. Selon le Général de brigade Lazare Nduwayo, chef d'équipe gouvernementale au Mécanisme conjoint de vérification et de suivi (MCVS) de l'Accord de cessez-le-feu du 7 septembre 2006 entre l'ex-mouvement rebelle des Forces nationales de libération (FNL) et le gouvernement du Burundi, cela signifie qu'à la suite de la paix retrouvée depuis les dernières hostilités armées du 17 avril 2007, le travail de la facilitation est clos.

Il ne reste qu'à s'occuper de la démobilisation des 5.000 ex-combattants de l'ancienne rébellion des FNL, devenue un parti politique, et de la réintégration sociale des 11.000 adultes associés aux FNL dont 1.000 femmes, a-t-il ajouté. Pour sa part, le secrétaire général du parti FNL, Jonas Nshimirimana, a précisé qu'après la clôture solennelle des activités de la Facilitation en date du 29 mai, le reste du processus de paix sera coordonné par le secrétariat exécutif du CNDRR chargé de piloter une nouvelle structure dénommée « Centre des opérations conjointes » pour la démobilisation. Le Secrétaire exécutif du CNDRR, M. Jérôme Nzikobanyanka, a indiqué que les opérations de démobilisation envisagées vont concerner trois catégories, à savoir 5.000 ex-combattants des FNL d'Agathon Rwasa, 1.564 ex-combattants dissidents des FNL ainsi que 1.479 ex-combattants des anciens partis et mouvements politiques armés (PMPA) et des ex-Forces armées burundaises (FAB). Cette opération coûtera 22 millions de dollars américains dont 15 millions qui seront pris en charge par la Banque mondiale et le reste par d'autres donateurs impliqués de près ou de loin dans le processus de paix. NDIR : Pour rappel, c'est l'Afrique du Sud qui conduisait la médiation régionale dans le processus de paix au Burundi. C'est le ministre sud-africain sortant de la Défense, Charles Nqakula qui était le médiateur principal dans le conflit burundais, tandis que le Chef de l'État ougandais Yoweri Museveni était le Président de l'Initiative régionale pour le processus de paix au Burundi. A noter que le nouveau Président sud-africain Jacob Zuma était le principal représentant de la médiation sud-africaine au Burundi, avant son limogeage en 2005 de la vice-présidence de son pays.